

Table des matières

PRÉFACE

Le droit accessible pour tout le monde : une priorité	5
--	----------

DROITS QUOTIDIENS

Connaître ses droits est le droit de tous !	7
--	----------

MODE D'EMPLOI	11
----------------------------	-----------

CHAPITRE 1

Difficultés dues à une situation financière	15
--	-----------

Les difficultés financières sont-elles passagères ou récurrentes ?	15
--	----

SECTION 1

Difficultés financières passagères	18
--	----

SOUS-SECTION 1

Négocié directement avec ses créanciers	18
--	-----------

1. À quel moment le débiteur doit-il payer sa dette ? 18
2. Que peut faire le débiteur quand il reçoit un rappel ? 19
3. En cas de remise de dette, le débiteur doit-il encore
payer le créancier ? 20
4. Qu'est-ce qu'une reconnaissance de dettes ? 21
5. Quand le débiteur peut-il invoquer la prescription
pour ne pas payer une dette ? 22

SOUS-SECTION 2

Se tourner vers le CPAS 27

1. Le CPAS peut-il aider en cas de difficultés de paiement de factures ? 27
2. Qu'est-ce qu'une guidance budgétaire ? 28
3. Peut-on arrêter la guidance budgétaire à tout moment ? ... 29

SOUS-SECTION 3

Se tourner vers un service de médiation de dettes 30

1. Qu'est-ce que la médiation de dettes amiable ? 30

SECTION 2

Difficultés financières récurrentes 32

1. Comment savoir s'il faut introduire un règlement collectif de dettes ? 32

SOUS-SECTION 1

Questions avant l'admissibilité 35

1. Quelles sont les conditions générales pour demander un règlement collectif de dettes ? 35
2. Peut-on recourir au règlement collectif de dettes alors que des erreurs de gestion ont été commises ? 36
3. Faut-il un nombre minimum de dettes ou un montant minimum d'endettement pour pouvoir introduire un règlement collectif de dettes ? 38
4. Quel est le coût d'une procédure en règlement collectif de dettes ? 38
5. Les créanciers peuvent-ils encore saisir les meubles ? 41
6. L'employeur sera-t-il mis au courant si on introduit un règlement collectif de dettes ? 42
7. Qui perçoit le salaire ? 43
8. Doit-on vendre sa voiture ou sa maison ? 45
9. Est-on fiché à la Banque nationale de Belgique ? 47
10. Quelle est la durée du plan ? 48
11. Comment demander un règlement collectif de dettes et à qui s'adresser ? 49
12. Après combien de temps a-t-on une réponse du juge ? 50

SOUS-SECTION 2

Questions après l'admissibilité	51
1. Que fait le médiateur de dettes lorsqu'il a été désigné ? ...	51
2. Que se passe-t-il si le plan de règlement amiable est refusé par une des parties intéressées ?	53
3. Que se passe-t-il en cas d'évolution des revenus ou de dépenses exceptionnelles ?	54
4. Quand est-on totalement quitte de ses dettes ?	55
5. Dans quels cas le plan peut-il être révoqué ?	56
6. Peut-on introduire un nouveau règlement collectif de dettes lorsque le plan a été révoqué ?	57
7. Le médiateur de dettes est-il contrôlé ?	58
8. Peut-on changer de médiateur ?	59

CHAPITRE 2

Difficultés dues principalement à un état physique ou mental..... 63

SECTION 1

Mobiliser sa famille	64
1. Que faire si la personne confie la gestion de son patrimoine à un de ses enfants en lui donnant procuration ?	64
2. Peut-on confier la gestion du patrimoine à un membre de la famille comme administrateur provisoire ?	67

SECTION 2

Se tourner vers le juge	70
1. Administration provisoire, protection de personnes souffrant de maladies mentales ou minorité prolongée ? ...	70

SOUS-SECTION 1

Confier la gestion de son patrimoine à un administrateur provisoire	73
§ 1. Questions avant la désignation	73
1. Quels sont les grands principes de la loi ?	73

2. Quelles sont les conditions générales pour désigner un administrateur provisoire ?	75
3. Peut-on imposer un administrateur provisoire à une personne ?	77
4. Une personne toxicomane ou alcoolique peut-elle obtenir un administrateur provisoire ?	78
5. Une personne âgée n'ayant plus toute sa tête peut-elle se voir désigner un administrateur provisoire ?	79
6. Un voisin peut-il demander la désignation d'un administrateur provisoire ?	80
7. Où et comment doit-on introduire la demande de désignation d'un administrateur provisoire ?	81
8. Quel est le coût de cette procédure de désignation ?	83
9. L'administrateur provisoire professionnel est-il rémunéré pour ses services ?	84
10. Le certificat médical peut-il être rédigé par n'importe quel médecin ?	85
11. Que faire si on n'arrive pas obtenir le certificat médical circonstancié ?	87
12. Qui peut être informé ou entendu par le juge ?	88
13. Peut-on faire une déclaration de préférence aujourd'hui dans le cas où on ne serait plus capable de gérer ses biens demain ?	91
14. Qui peut être désigné administrateur provisoire ?	92
15. Peut-on contester la désignation d'un administrateur provisoire ?	93
16. Peut-on désigner une personne accompagnant la personne à protéger pendant toute la durée des mesures ?	95
§ 2. Questions après la désignation	97
1. Comment savoir si quelqu'un a un administrateur provisoire ?	97
2. Une personne sous administration provisoire peut-elle faire une avance sur héritage ?	98
3. Une personne sous administration peut-elle encore faire des dépenses de la vie courante ?	100

4. L'administrateur provisoire peut-il décider du placement en maison de repos d'une personne fragilisée ?	101
5. Une hospitalisation de la personne protégée peut-elle être décidée par l'administrateur provisoire ?	103
6. Qui doit faire les démarches pour garantir les droits sociaux de la personne ?	104
7. Un immeuble ou d'autres biens de la personne protégée peuvent-ils être vendus par l'administrateur provisoire ?	105
8. La personne protégée doit-elle être informée régulièrement par l'administrateur provisoire ?	106
9. L'administrateur provisoire doit-il informer les proches de la personne protégée de sa gestion ?	108
10. Que faire quand l'administrateur ne paye pas les factures ?	109
11. Que faire quand l'administrateur s'oppose à une dépense ?	110
12. Que faire quand on a des doutes quant à la gestion faite par l'administrateur ?	111
13. Que faire si le montant des frais et honoraires de l'administrateur provisoire semble exagéré ?	114
14. La mise sous administration provisoire est-elle définitive ou temporaire ?	116
15. Que se passe-t-il en cas de déménagement de la personne protégée ?	117
16. Les proches sont-ils tenus par les nouveaux engagements pris par la personne une fois l'administration provisoire levée ?	117

Sous-section 2

Protection avec le régime de minorité prolongée	120
1. A quelles conditions la minorité prolongée peut-elle être décidée ?	120
2. Quand et qui peut demander la minorité prolongée ?	121
3. Quels sont les effets juridiques de la minorité prolongée ?	123

Sous-section 3

Protection pour les personnes souffrant d'une maladie mentale 124

§ 1. Questions avant toute procédure 125

1. Une personne âgée qui n'a plus toute sa tête peut-elle faire l'objet de ces mesures de protection ? 125
2. Une personne alcoolique ou toxicomane peut-elle faire l'objet de ces mesures de protection ? 127
3. Qui peut demander en urgence la mise en œuvre de ces mesures en cas de crise ? 127
4. En temps normal, qui peut demander la mise en œuvre de ces mesures ? 129
5. Quels types de mesures peut-on demander ? 130

§ 2. Questions après la mise en observation 132

1. Comment les mesures de mise en observation prennent-elles fin ? 132
2. Quelles sont les conséquences juridiques de ces mesures ? 134
3. Qui va payer la facture d'hospitalisation dans la mesure où la personne protégée est endettée ? 135
4. Quels sont les droits de la personne hospitalisée sous contrainte ? 137

Liste des termes juridiques définis dans la rubrique « En français, s.v.p. ! » 141

Liste récapitulative des tableaux et schémas 143

Liste des documents repris dans la rubrique « En savoir plus ! » 145